

LICENCE A.E.S., 2^{EME} ANNÉE
DROIT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL
Semestre 3
L'ACTION ADMINISTRATIVE
Plan du cours et bibliographie

Patrice NDIAYE
Bureau : B 515
patrice.ndiaye@umontpellier.fr

INTRODUCTION

Section 1. – La formation du droit administratif

- § 1.- les origines du droit administratif
- § 2.- le moment révolutionnaire et ses prolongements
- § 3. – de l'âge d'or aux crises

Section 2. – Les caractères du droit administratif

- §1.- un droit exorbitant du droit commun
- § 2.- un droit fondamentalement jurisprudentiel
- § 3. – un droit autonome ?

Section 3. – La définition du droit administratif

- § 1- à la recherche d'un critère du droit administratif
- § 2.- l'évolution du droit administratif

TITRE I. – L'ACTE ADMINISTRATIF UNILATÉRAL

Chapitre I. – LA NOTION D'ACTE ADMINISTRATIF UNILATÉRAL (A.A.U.)

Section 1. – Définition

§ 1. – La dimension organique de l'AAU

A.- Le principe : des actes adoptés par une autorité administrative

B.- Les atténuations au principe

§ 2. – La dimension matérielle de l'AAU

A.- Caractères

B.- Applications

Section 2. – Classification

§ 1. – Selon leur contenu

A.- Contenu de la distinction

B.- Effets de la distinction

§. 2. – Selon leur forme

A.- Les actes exprès

B.- Les actes implicites

§ 3. – Selon leurs effets

A.- Les actes créateurs de droits

B.- Les actes non créateurs de droits

Chapitre 2. – LE RÉGIME DE L'ACTE ADMINISTRATIF UNILATÉRAL

Section 1. – Élaboration

§ 1. – La compétence de l'auteur de l'acte administratif

A.- Détermination du titulaire de la compétence administrative

B.- Composantes

C. - Étendue

§ 2. – Formalités et procédures d'élaboration

A.- Formalités

B.- Procédures

Section 2. – Naissance et disparition

§ 1. – Entrée en vigueur de l'acte administratif

A. Conditions

B.- Application dans le temps

C.- Règles particulières aux collectivités territoriales et à leurs établissements

§ 2. – Disparition de l'acte administratif

A.- Sortie de vigueur, la disparition pour l'avenir

B.- Retrait et annulation, disparitions rétroactives

Section 3. – Exécution

§ 1. – Les voies administratives d'exécution

A.- L'exécution par l'Administration

B.- Le recours à des actes administratifs comminatoires

§ 2.- Les voies juridictionnelles d'exécution

A. – L'intervention du juge judiciaire

B. – L'intervention du juge administratif

TITRE 2. – LES CONTRATS ADMINISTRATIFS

Chapitre I. – LA NOTION DE CONTRAT ADMINISTRATIF

Section 1. – **L'identification des contrats administratifs**

§ 1. – Les éléments de l'acte contractuel

A. – Un accord de volontés distinctes...

B. –... destiné à créer des obligations juridiques

§ 2. – Le caractère public du contrat de l'administration

A. – Qualification législative

B. – Qualification jurisprudentielle

Section 2. – **Les principales catégories de contrats administratifs**

§ 1. – Les contrats de la commande publique

A. Les marchés publics

B.- Les contrats de concession

§ 2. – Autres contrats publics

A. – Les contrats de recrutement d'agents publics

B. – Les conventions d'occupation du domaine public

Chapitre 2. – LE RÉGIME DES CONTRATS ADMINISTRATIFS

Section 1. – La formation des contrats administratifs

§ 1. – Règles de fond

A. – La liberté contractuelle

B. – Les conditions de validité

§ 2. – Règles de forme

A. – La forme du contrat administratif

B. – Les conditions de passation

C. – La conclusion

Section 2. – L'exécution des contrats administratifs

§ 1. – Prérogatives et obligations de l'administration contractante

A. – Prérogatives

B. – Obligations

§ 2. – Droits et obligations du cocontractant de l'administration

A. – Obligations

B. – Droits (à l'équilibre financier du contrat)

2^{ème} Partie. – LES FINALITÉS DE L'ACTION ADMINISTRATIVE

TITRE 1. – LA POLICE ADMINISTRATIVE

Section 1. – Caractéristiques

§ 1.- Le but ; le maintien de l'ordre public

A. – L'ordre public général

B. – Les ordres publics spéciaux

§ 2.- Le caractère préventif du maintien de l'ordre public

A. – La distinction maintien de l'ordre public/répression des atteintes à l'ordre public

B. – Les effets de la distinction

Section 2.- Autorités de police administrative

§ 1.- Les différentes autorités de police administrative

A. – Les autorités de police administrative générale

B.- Les autorités de police administrative spéciale

§ 2. – Le concours des pouvoirs de police administrative

A. – Concours des pouvoirs de police administrative générale (P.A.G.)

B. – Concours des pouvoirs de police administrative spéciale (P.A.S.)

C. – Concours des pouvoirs de P.A.G. et de P.A.S.

Section 3.- **L'exercice des pouvoirs de police administrative**

§ 1.- Procédés

A. – Caractères

B. – Contenu

§ 2.- Limites

A. – L'application de limites

B. – Le dépassement des limites

TITRE 2. – LE SERVICE PUBLIC

Section 1. – **La notion de service public**

§ 1.- Les éléments communs

A. – L'exercice d'une activité d'intérêt général

B. – La prise en charge par une personne publique

C. – La soumission à un régime de droit public

§ 2.- Les éléments de distinction

A. – La distinction SPA/SPIC

B. – La distinction SP national/SP local

Section 2.- **Le régime des services publics**

§ 1.- Création et suppression

A. – Autorités compétentes

B. – Mise en œuvre

§ 2.- Fonctionnement

A. – Les principes

B. – L'utilisateur

§ 3. – Modes de gestion

A. – Gestion directe

B. – Gestion déléguée

TITRE 1. – LES SOURCES DE LA LÉGALITÉ ADMINISTRATIVE

Chapitre 1. – LES SOURCES EXTÉRIEURES À L'ADMINISTRATION

Section 1. – **Les sources instituées**

§ 1.- Sources constitutionnelles

§ 2.- Sources internationales

§ 3.- Sources législatives

Section 2. – **La jurisprudence administrative**

§ 1.- Expressions

§ 2.- Valeur

Chapitre 2.- LES SOURCES INTERNES À L'ADMINISTRATION

Section 1.- **La réglementation administrative**

§ 1.- Domaine

§ 2.- Répartition

Section 2.- **Les pratiques administratives**

§1.- Notion

§ 2. – Valeur

TITRE 2. –LE PRINCIPE DE LÉGALITÉ OU DE JURIDICITÉ

Chapitre 1. – LA PORTÉE NORMALE DU PRINCIPE DE LÉGALITÉ

Section 1. – **Le respect de la hiérarchie normative**

§ 1.- Hiérarchie des normes

§ 2. – Conflits de normes

Section 2.- **L'imposition d'obligations à l'administration**

§ 1. – Obligation de légalité

§ 2. – Obligations particulières

Chapitre 2. – LA LÉGALITÉ D'EXCEPTION

Section 1.- **Les exceptions prévues par les textes**

§ 1.- Les régimes législatifs d'exception

§ 2.- L'article 16 de la Constitution

Section 2. – **La jurisprudence des circonstances exceptionnelles**

§ 1.- Conditions d'application

§ 2.- Effets et contrôle juridictionnel

BIBLIOGRAPHIE

« HYPERMANUELS » et MANUELS

M. LOMBARD, G. DUMONT, J. SIRINELLI, *Droit administratif*, Dalloz 2017, 12^e éd., coll. « Hypercours », 672 p., 30 €

J. MORAND-DEVILLER, *Cours de droit administratif*, Montchrestien 2015, 14^e éd., coll. « Cours », Cours – Thèmes de réflexion – Commentaires d'arrêts avec corrigés, 814 p., 36,5 €

D. TRUCHET, *Droit administratif*, P.U.F. 2017, 7^e éd., coll. « Thémis », 542 p., 28 €

X. BRAUD, *Cours de droit administratif général*, Gualino 2017, coll. « LMD », 500 p., 29,5 €

B. SEILLER, *Droit administratif*, t. 1, Les sources et le juge, Flammarion, 2016, 6^e éd., coll. « Champs. Université. Droit », 350 p., 14 €, t. 2. L'action administrative, Flammarion, 2016, 6^e éd., 366 p., 14 €.

« MÉMENTOS »

R. de BELLESCIZES, *L'essentiel du droit administratif général*, Gualino 2017, 4^e éd., coll. « Carrés Rouges », 152 p., 15,50 €

D. POUYAUD, P. WEIL, *Le droit administratif*, P.U.F. 2017, 25^e éd., coll. « Que-sais-je ? » 127 p.

G. PEISER, *Droit administratif général*, Dalloz 2014, 26^e éd., coll. « Mémentos », 356 p., 16,50 €

J. FOUGEROUSE, *Le droit administratif en schémas*, Ellipses 2017, 4^e éd., coll. « Le Droit en schémas » 240 pages, 26 €

SITES INTERNET

Juridictions administratives

Conseil d'État

<http://www.conseil-etat.fr/>

Site de la plus haute juridiction administrative française, recensant de la jurisprudence, des rapports et études et un aperçu des missions et de l'organisation du Conseil d'État et des tribunaux et cours de l'ordre administratif.

Cour des comptes

<https://www.ccomptes.fr/>

Site des principales juridictions financières (Cour des comptes, Cour de discipline budgétaire et financière, et Chambres régionales et territoriales des comptes), permettant, entre autres, la consultation des observations rendues publiques par les juridictions financières depuis 1998 et du rapport annuel de la Cour des comptes.

Autorités Administratives Indépendantes (AAI)

Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)

<http://www.cada.fr/>

Institution consultative et indépendante, chargée principalement d'informer les administrés sur le droit d'accès aux documents administratifs et de contrôler la communication ou la réutilisation des documents administratifs.

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

<http://www.cnil.fr/>

Autorité de contrôle en matière de protection des données personnelles, créée par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « informatique et libertés ».

Le Défenseur des droits

<http://www.defenseurdesdroits.fr/>

Site du Défenseur des droits créé en 2011 et inscrit dans la Constitution dès 2008 et qui a pour mission de défendre les personnes dont les droits ne sont pas respectés et de permettre l'égalité de tous et toutes dans l'accès aux droits. Le site présente les missions de l'institution ainsi que ses rapports, avis, fiches thématiques et guides.